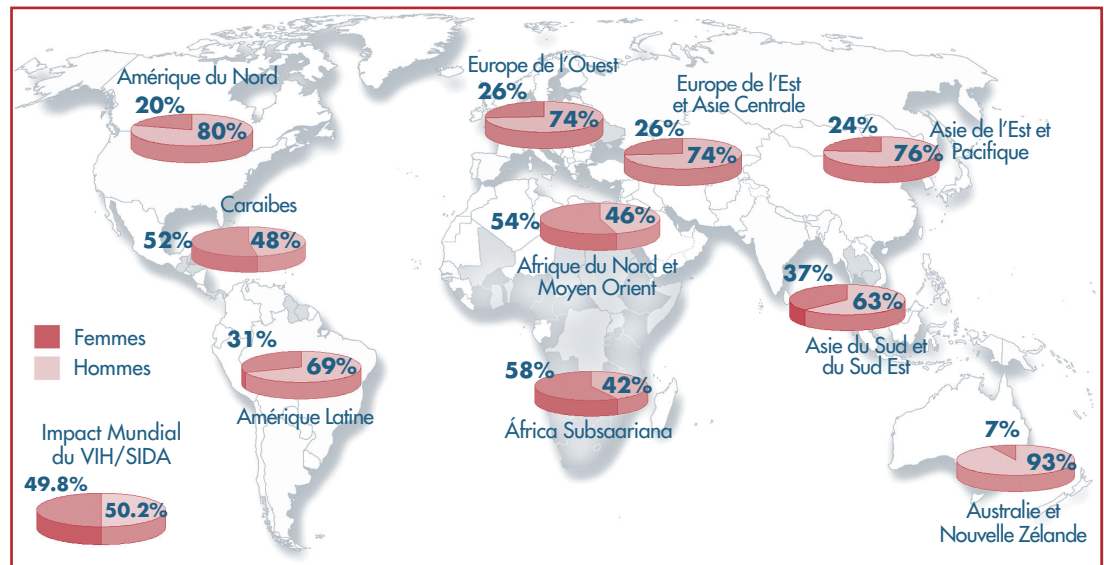




Renforcer les capacités des femmes, en vue de lutter efficacement contre la propagation du VIH/SIDA

S'il est vrai que l'épidémie du HIV/SIDA est un sérieux problème de santé, elle pose également un problème de genre. Les statistiques prouvent qu'aussi bien la propagation que l'impact du HIV/SIDA ne sont pas le fait du hasard. Le VIH/SIDA affecte de manière disproportionnée les femmes et les adolescentes qui sont socialement, culturellement, biologiquement et économiquement plus vulnérables. Les chiffres sont alarmants : 18,5 des 37 millions d'adultes (de la tranche d'âge 15-49) qui vivent avec le VIH/SIDA sont des femmes. En Afrique sub-saharienne, 58 pour cent des adultes infectés par le VIH sont des femmes ; dans les Caraïbes, la proportion a atteint 52%. Globalement, l'incidence du VIH/SIDA chez les femmes a augmenté à un rythme surprenant. En 1997, 41% des adultes séropositifs étaient des femmes, et ce chiffre s'est accru pour atteindre 49,8% en 2001(1). Le renforcement des capacités des femmes est le seul vaccin disponible actuellement. De par sa mission qui est d'œuvrer pour le renforcements des droits et du statut des Femmes, UNIFEM est déterminée à faire en sorte que l'égalité des sexes ne reste pas un idéal inaccessible, mais plutôt un principe directeur de la lutte contre le VIH/SIDA.



Statistiques des femmes infectées dans le monde.

Région	Adultes 15-49 ans vivant avec le VIH/SIDA	Femmes 15-49 ans vivant avec le VIH/SIDA	%des femmes
Monde	37,100,000	18,500,000	49.8%
Afrique Sub-Saharienne	26,000,000	15,000,000	58%
Asie de l'Est et Pacifique	970,000	230,000	24%
Australie et Nouvelle Zélande	14,000	1,000	7%
Asie du Sud et du Sud Est	5,400,000	2,000,000	37%
Europe de l'Est et Asie Centrale	1,000,000	260,000	26%
Europe de l'Ouest	540,000	140,000	26%
Afrique du Nord et Moyen Orient	460,000	250,000	54%
Amérique du Nord	940,000	190,000	20%
Caraïbes	400,000	210,000	52%
Amérique Latine	1,400,000	430,000	31%

GENRE ET HIV/SIDA



Fonds de Développement des Nations Unies Pour La Femme

304 East 45th Street, 15th floor, Nova York, NY 10017 • Tél: 212-906-6400 • Fax: 212-906-6705
Adresse électronique: unifem@undp.org • Page web: <http://www.unifem.undp.org>

PRISE EN COMPTE ET ANALYSE DE LA DIMENSION GENRE DU VIH/SIDA

La communauté internationale reconnaît de plus en plus que les dimensions genre du VIH/SIDA ne doivent plus être passées sous silence. Un tournant important a été opéré lors de la Session Spéciale de l'Assemblée Générale sur le VIH/SIDA en Juin 2001, à l'occasion de laquelle 189 pays ont signé une Déclaration d'Engagement reconnaissant que « l'égalité des genres et le renforcement des capacités des femmes sont des éléments essentiels de l'atténuation de la vulnérabilité des femmes et des filles face au VIH/SIDA. » La Déclaration a déterminé une série de cibles qui devront être atteintes en 2003 et 2005, ce qui constitue une voie à suivre pour les gouvernements qui cherchent à traduire les mots en action. Les femmes sont un élément central de ces cibles :

◆ D'ici 2005, les Stratégies Nationales doivent renforcer les capacités des femmes afin qu'elles puissent avoir le contrôle sur leur propre sexualité et décider librement et de manière responsable des questions y affaissant dans le but d'accroître leurs capacités à se protéger elles-mêmes de l'infection du VIH/SIDA.

De nombreuses femmes ont été socialisées à travers la religion, les tabous culturels et d'autres mécanismes visant à les amener à accepter la subordination sexuelle voire l'oppression sexuelle. Par conséquent, elles ne disposent souvent pas des moyens primaires de s'assurer des relations sexuelles sécurisées. Le manque de connaissance et de pouvoir de négociation face à leur partenaire sexuel est un des multiples facteurs faisant obstacle à l'utilisation du préservatif masculin ou féminin moyen de prévention efficace de la transmission du VIH/SIDA.

L'UNIFEM en appelle:

- à l'élaboration de programmes communautaires pour renforcer la capacité des femmes à négocier une relation sexuelle sûre.
- une distribution du préservatif féminin, seul moyen de prévention auto-contrôlé par les femmes à un prix abordable, et la diffusion d'informations sur les modes d'utilisation
- des financements accrus pour l'acquisition de microbicides, une méthode de prévention du VIH/SIDA qui tue le virus.

Le niveau de connaissances des femmes

Des études entreprises dans des communautés à Mexico et financées par UNIFEM ont conclu que 33% des femmes interviewées ont découvert qu'elles étaient séropositives seulement après que leurs maris aient été soumis à un examen médical, 28% lorsqu'elles sont tombées malades et 39% quand elles étaient enceintes. Une étude similaire réalisée en Inde a révélé que 98.5% des répondants ne reconnaissaient pas les symptômes du SIDA.

◆ D'ici 2005, il faudra faire des progrès significatifs dans la mise en oeuvre des stratégies globales de soins en vue de renforcer l'assistance médicale aux familles et aux communautés.

De par le monde, le travail non rémunéré des femmes et des filles (baby sitting, domestiques et gens de maison en charge de personnes âgées ou malades) a permis aux sociétés et aux économies de fonctionner correctement. Selon le Rapport sur Le Développement Humain, la part non rémunérée ou sous-payée du travail des femmes représente 11.000 milliards de dollars de l'économie mondiale annuelle(2). Lorsque le sida frappe à la porte de la maison, ce travail devient intenable. Cependant les femmes n'ont comme seul choix que celui de continuer à prendre soin de leurs malades et des membres moribonds de la famille, même lorsqu'elles sont elle mêmes malades. Dans beaucoup trop de pays, ce sont les femmes qui remplissent le vide laissé par des services de soins de santé inadéquats ou inaccessibles et prennent en charge les malades au sein des familles. Des ressources publiques additionnelles devront être allouées afin d'assurer la mise sur pied de services de prise en charge a fin d'alléger le lourd fardeau des femmes. En outre, le travail des femmes doit être reconnu dans les systèmes publics de comptabilité, et leur contribution à l'économie nationale et à la société doit être valorisée.

UNIFEM en appelle à:

- Des investissements de ressources publiques dans le secteur des soins de santé, tels que les mécanismes de protection sociale, les pensions et autres avantages pour les familles qui ont à leur charge des malades et/ou des orphelins du SIDA
- Des programmes pouvant mettre un terme au retrait très répandu des filles de l'école parcequ'elles doivent faire face à des corvées et responsabilités accrues au sein de la famille.
- Une autorisation par les employeurs d'un temps d'absence au profit de leurs agents affectés par le VIH pour permettre à ces derniers de prendre soin de parents malades, participer aux funérailles et de s'occuper des patients dans les centres de santé sans mettre en péril leur emploi et moyens de subsistance

Exemple de la manière dont les femmes sont affectées par le VIH/SIDA

Une étude réalisée par UNIFEM sur des villageoises zimbabwéennes révèle qu'en moyenne, 24 seaux d'eau par jour étaient nécessaires pour prendre en charge un patient souffrant de SIDA. Les femmes perdent des heures précieuses chaque jour pour s'acquitter de ces tâches ainsi que d'autres corvées pénibles, surtout lorsque l'eau n'est pas accessible. En outre, les lourdes tâches de prise en charge des malades du SIDA induisent souvent une perte de revenu et de sécurité alimentaire.

La même étude montre que des enfants ont été extraits de l'école, non seulement pour aider à s'occuper de malades du VIH, mais aussi parcequ'il était devenu impossible aux familles de prendre en charge financièrement leurs études. L'étude a également révélé que des 46 enfants sortis de l'école, 70% étaient des filles.

◆ En 2005, assurer la mise en oeuvre des politiques visant à promouvoir et à protéger les droits humains des femmes ainsi qu'à réduire leur degré de vulnérabilité face au VIH/SIDA par l'élimination de toute forme de violence contre les femmes et les filles, y compris les pratiques traditionnelles néfastes, l'abus, le viol, toute autre forme de violence sexuelle, de voie de fait et le trafic de femmes et de filles.

La violence contre les femmes contribue à propager le VIH/SIDA. Le viol et l'abus sexuel sont utilisés comme des armes de guerre et exposent des millions de femmes à l'infection du VIH. Les femmes qui font état de leur séropositivité sont sujettes à des violences physiques et psychologiques. La Convention Sur l'Élimination de Toutes Formes de Discrimination contre Les Femmes (CEDEF) est un outil essentiel permettant à tous de comprendre ce qu'exige l'égalité des genres et l'éradication de la discrimination. C'est un mandat puissant qui permet d'apporter des changements concrets aux droits humains des femmes. Adoptée en 1979 par l'Assemblée Générale des Nations Unies et ratifiée par 169 gouvernements, la CEDEF dresse un programme d'action nationale visant à mettre un terme à la discrimination basée sur l'appartenance à un sexe. La Convention peut être appliquée lorsqu'il s'agit de trouver les réponses face au VIH/SIDA en vue de protéger les droits humains et les libertés fondamentales des femmes et de leurs familles.

UNIFEM en appelle à:

- Une prise en compte dans les rapports officiels adressés au comité de la CEDEF des actes de stigmatisation et de discrimination à l'encontre des femmes vivant avec le VIH/SIDA
- Une utilisation de la Convention comme cadre d'analyse des lois qui constitue la base légale de la stigmatisation et de la discrimination dont sont victimes les femmes vivant avec le VIH/SIDA.
- L'introduction de nouvelles lois et une mise en oeuvre renforcée de la législation en place contre la violence qui trouve son fondement dans le genre et les pratiques traditionnelles néfastes.

L'objectif de Développement du Millenium

La Déclaration du Millenium, adoptée lors du sommet du Millénaire tenu en 2000 et paraphée par 189 Etats Membres des Nations Unies, s'est fixée un objectif ambitieux : stopper et inverser la tendance à la propagation du VIH/SIDA en l'an 2015. Les gouvernements ont adopté l'objectif explicite de réduction des taux d'infection du VIH chez les personnes âgées de 15 à 24 ans de 25% dans les zones les plus affectées avant l'an 2005, et de 25% globalement avant 2010. Ils se sont aussi fixés des objectifs de prévention clairs : en 2005 au moins 90 pour cent, et en 2010 au moins 95 pour cent, des jeunes hommes et femmes doivent avoir accès à l'information et aux services de prévention. En outre, les gouvernements ont exhorté chaque pays sérieusement affecté par l'épidémie à se doter d'un plan national d'action dans l'intervalle d'un an après le Sommet et ont recommandé qu'il soit mis un terme à toute forme de violence contre les femmes et que soit mis en application la Convention sur l'Élimination de Toutes Formes de Discrimination Contre Les Femmes (CEDEF)

Se Familiariser Avec la CEDEF

Inverser la Tendance : la Cedef et les Dimensions Genre de l'épidémie HIV/SIDA est une publication UNIFEM qui fournit un guide d'utilisation des articles de la Convention se rapportant à l'épidémie du VIH/SIDA dans des contextes divers, y compris la violence contre les femmes. Pour obtenir un exemplaire de 'Inverser La Tendance', aller sur le site web de UNIFEM : www.unifem.undp.org

UNIFEM: Un engagement en faveur des femmes du monde

UNIFEM exhorte la communauté internationale à travailler avec un engagement commun en faveur d'une reconnaissance des droits humains des femmes ; en outre chaque Etat devra faire transpar tre cet engagement dans l'ensemble des politiques, plans, législations, prises de décisions et représentations nécessaires afin d'atteindre les objectifs fixés dans la Déclaration d'Engagement sur le VIH/SIDA.

Afin de prendre en charge les dimensions VIH/SIDA, UNIFEM a élaboré un cadre stratégique de lutte contre le HIV/SIDA, qui jette les bases des activités à entreprendre pour renforcer les capacités des femmes en vue de prévenir la transmission de la maladie et en amoindrir l'impact. Le Cadre Mondial compte six objectifs.

1. Renforcer les cadres juridiques et de politiques dans le contexte de la CEDEF afin de promouvoir l'égalité des genres, le renforcement des capacités des femmes et l'atténuation des effets de la stigmatisation sur les personnes infectées, affectées ou exposées au VIH/SIDA.
2. Démontrer que des initiatives prenant en compte la question de genre et provenant des communautés de base constituent un fondement de plaidoyer à la base pour une prévention améliorée, des stratégies de soins et de traitement qui réduisent l'impact de l'épidémie d'une part et transforment les rapports sociaux des sexes d'autre part.
3. Promouvoir la participation des femmes à risque et des femmes vivant avec le VIH/SIDA – y compris les jeunes femmes et les adolescentes - dans le processus de prise de décision ainsi que la formulation des politiques et programmes de lutte contre le VIH/SIDA.
4. Collaborer et obtenir l'appui des agences du système des NU afin de mieux prendre en compte les droits humains des femmes dans l'ensemble des programmes, politiques et stratégies concernant le VIH/SIDA.
5. Renforcer les capacités des organisations non-gouvernementales, des officiels et des agences des NU afin de leur permettre de plaider en faveur de solutions qui prennent en compte la question du genre et des droits humains, avec un accent particulier sur le rôle des femmes quant à la gestion des soins, et la prise en compte des besoins des adolescentes et des jeunes femmes.
6. Continuer à promouvoir les droits humains des femmes, la sécurité économique et le leadership dans les zones où sévit fortement le VIH/SIDA.

Notes de fin de page :

(1) Rapport sur l'épidémie du VIH/SIDA au niveau mondial (UNAIDS, Juillet 2002)

(2) Rapport Sur Le Développement Humain, p. 97 (PNUD 1996)

Le Fonds De Développement Des Nations Unies Pour Les Femmes (UNIFEM) est le fonds des Nations Unies chargé de la promotion des droits humains et du statut de la femme. Il fournit une assistance technique et financière à des programmes et des stratégies innovateurs visant à promouvoir les droits humains, la participation politique et la sécurité économique des femmes de par le monde. UNIFEM travaille en partenariat avec les agences des Nations Unies et les organisations non gouvernementales (ONGs) en vue d'assurer le lien entre les questions et les préoccupations des femmes avec les programmes entrepris au niveau mondial, national et régional.

UNIFEM a été créée en 1976, pour répondre à une demande exprimée par des organisations féminines lors de la Première Conférence Mondiale des Femmes tenue à Mexico. UNIFEM travaille aujourd'hui dans plus de 100 pays avec 14 Directeurs Régionaux de Programme et un réseau de spécialistes et de conseillers en genre opérant en Afrique, dans les États Arabes, de l'Asie et du Pacifique, de l'Europe Centrale et de l'Est, des États Indépendants du Commonwealth, de l'Amérique Latine et des Caraïbes.

Pour Plus d'informations, consulter le site www.unifem.undp.org

Interventions de par le Monde

- UNIFEM a récemment lancé un programme triennal en vue de placer les dimensions genre et de droits humains de l'épidémie du VIH/SIDA au centre des politiques et stratégies de dix pays, avec l'assistance de la Fondation Pour La Sécurité Humaine des N.U. UNIFEM va renforcer les capacités nationales afin de permettre une analyse des lois et des politiques en place et relatives à la prévention, aux soins et au traitement du VIH/SIDA avec pour objectif d'identifier les révisions devant être apportées pour assurer l'égalité des sexes. Elle va aussi collaborer avec les Conseils Nationaux du SIDA et les décideurs afin d'aider à mieux connaître l'impact du VIH/SIDA sur les femmes. Au niveau des communautés, Unifem va appuyer les initiatives en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes en vue de réduire les taux de prévalence du VIH/SIDA et de transformer les relations de genre fondées sur le pouvoir.
- UNIFEM a lancé « Zones d'Égalité Des Sexes », qui cherche à promouvoir des rapports de force plus égaux entre les hommes et les femmes au niveau communautaire. UNIFEM a démarré une collaboration avec les cheminots en Inde en introduisant des programmes d'éducation sexuelle fondée sur le genre dans les écoles des communautés ferroviaires. L'institution va aussi fournir un counselling de genre à de jeunes adultes et promouvoir le dialogue entre les décideurs et les syndicats afin d'élaborer conjointement des politiques et des pratiques visant à améliorer la prévention et le traitement sur une base égale des hommes et des femmes. Des initiatives similaires sont prévues au Zimbabwe et aux Honduras.